

l'intention de rencontrer le plus tôt possible les dirigeants de cette industrie, afin d'éviter tout malentendu qui pourrait survenir entre ces derniers et le gouvernement?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, si Freud était ici, il trouverait que nous sommes un peu ambivalents. J'écouterais, ce matin, une déclaration d'un représentant de l'industrie du tabac, à l'effet que la loi ne changerait rien à la réalité. Alors, de deux choses l'une: ou cela va changer, ou cela ne changera pas! Si l'industrie dit que cela ne changera pas grand-chose, je ne vois pas pourquoi on s'inquiéterait éperdument.

Mais, en l'occurrence, nous allons continuer, jusqu'à ce que ce projet de loi soit discuté à la Chambre, d'appliquer la politique actuelle. Les efforts habituels seront faits par mon ministère pour aider la vente du tabac à l'extérieur du Canada, mais j'imagine que les compagnies en feront également pour en vendre sur le marché domestique.

[Traduction]

M. John Gilbert (Broadview): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre aurait-il l'obligance de rappeler au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qu'il pourrait sauver la vie de nombreux Canadiens à qui la nicotine pourrait être néfaste?

* * *

AFFAIRES INDIENNES

LES SUBVENTIONS À L'UNION DES INDIENS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): J'avais une question pour le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien qui, selon les renseignements fournis par le gouvernement, devrait se trouver ici aujourd'hui. En son absence, puis-je l'adresser au ministre suppléant, qui voudra peut-être en prendre note. Étant donné, d'après certains rapports, qu'une entente aurait été conclue au niveau régional avec l'Union des Indiens de la Nouvelle-Écosse, prévoyant le versement de subventions à l'Union pendant six mois encore pour permettre la poursuite d'une étude sur le développement économique des réserves indiennes dans cette province, et étant donné que l'Union apprend maintenant qu'elle ne recevra pas cet argent, le ministre aurait-il l'obligance de faire enquête immédiatement et de voir si l'on ne pourrait revenir sur cette décision.

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Je signalerai volontiers cette question au ministre et j'essaierai d'avoir une réponse le plus tôt possible.

* * *

LA CAPITALE NATIONALE

LE PROJET DE DÉSFFECTATION DE L'USINE EDDY

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Ma question s'adresse au ministre responsable du logement. Dans le but d'obtenir quelques renseignements au sujet de la

compagnie Eddy, j'ai posé les 3 et 8 juin des questions adressées respectivement au ministre responsable du logement et au ministre des Pêches et des Forêts, et ils m'ont tous deux répondu négativement. Je voudrais demander au ministre responsable du logement si les projets dont il a été question dans les journaux relativement à cette compagnie vont être réalisés d'une façon ou d'une autre, et si non, pourquoi pas?

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): L'autre jour, j'ai évoqué assez longuement cette affaire devant un comité permanent de la Chambre. Je me bornerai à dire que nous avons eu des échanges de vues sur la compagnie Eddy. Aucune échéance n'a été fixée jusqu'ici dans cette affaire et c'est tout ce que je puis dire au député pour le moment.

M. Bell: En d'autres mots, on a tenu à Hull des tas de propos vides de sens.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Et aussi de ce côté-ci de la rivière.

* * *

LA POLLUTION

GRANDS LACS—LES ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): J'ai une question à poser au ministre des Pêches et des Forêts. Donnera-t-on à la Commission mixte internationale tous les pouvoirs supplémentaires dont elle aura besoin pour superviser les travaux de prévention de la pollution dans les Grands lacs?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Si, monsieur l'Orateur.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

INDE—LES RÉFUGIÉS PAKISTANAIS—L'AIDE FINANCIÈRE

M. Jack Murta (Lisgar): J'ai une question à poser au premier ministre. Pour ce qui est de la crise qui sévit en Inde par suite de la venue de réfugiés et de l'épidémie de choléra, et puisque pour aider à faire face à cette urgence OXFAM a besoin de demander aux Canadiens des contributions bénévoles plus substantielles, le gouvernement lui-même songe-t-il à fournir d'autre aide financière?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je devrai en parler au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai fait part l'autre jour de certaines mesures que nous avons prises en ce sens. Je ne sais pas s'il y a eu autre chose de fait depuis lors.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Le premier ministre voudrait-il suggérer au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de faire une déclaration à ce sujet à l'appel des motions?

Le très hon. M. Trudeau: Je vais en discuter avec lui, monsieur l'Orateur.